



1. Contexte et enjeux

Dans la région du Sahel et du lac Tchad, les problèmes liés à la profonde misère, au manque de stabilité, à la fragilité de l'économie et à une faible résilience restent considérables. Cette situation est exacerbée par le changement climatique, dans une région où plus de 80 % de la population vit essentiellement de l'agriculture et de l'élevage. Les migrations clandestines et les activités criminelles associées, telles que la traite des êtres humains, le trafic de migrants, la corruption, la contrebande et la criminalité transnationale organisée sont en plein essor, en particulier là où il y a une présence insuffisante des forces de l'ordre et de l'administration publique. Ces défis sécuritaires sont de plus en plus liés aux groupes terroristes et aux trafics de toute nature.

L'UE travaille en étroite collaboration avec les pays du Sahel et de la région du lac Tchad afin de soutenir les efforts qu'ils déploient en faveur de la paix, de la sécurité et du développement. Les interventions dans le cadre du projet de Fonds fiduciaire dans la région du Sahel et du lac Tchad financé par l'Union Européenne contribuent dans une large mesure à atténuer les défis auxquels elle est actuellement confrontée.

Le Bureau International du Travail est engagé depuis 2011 dans une initiative sous régionale pour l'identification et la promotion de la création d'emplois verts, « des emplois qui réduisent l'impact environnemental des entreprises et des secteurs économiques à des niveaux durables à terme en contribuant à réduire le besoin en énergie et en matières premières, à éviter les émissions de gaz à effet de serre, à réduire au minimum les déchets et la pollution ainsi qu'à rétablir les services de l'écosystème tels que l'eau potable, la protection contre les inondations ou la biodiversité » (BIT, 2011).

Informations générales

- **Montant €** : 3.200.000
- **Maitre (s) d'œuvre** : BIT
- **Date début – Date fin de mise en œuvre opérationnelle** : novembre 2016 – septembre 2018
- **Mode(s) de gestion et acteurs de mise en œuvre** : Convention de délégation BIT
- **Objectif global** : Contribuer à la stabilité régionale et à une meilleure gestion des migrations, en s'attaquant aux causes profondes d'instabilité, de déplacements forcés des populations et de migration irrégulière, en augmentant les opportunités économiques, l'égalité des chances, la sécurité et le développement.
- **Contacts** : barroeta@ilo.org / cheikh@ilo.org

2. Actions en bref

- Formation professionnelle des jeunes sur des métiers relatifs à l'éco construction
- Accès à la sécurité et la santé au travail (inscription à la CNSS)
- Construction de 5 écoles primaires complètes autonomes en eau et électricité, faites en matériaux locaux (terre)
- L'insertion financière et bancarisation des jeunes
- L'amélioration et le développement des offres d'emploi à travers :
 - Le renforcement du secteur privé, notamment les PME du secteur du BTP à travers des académies d'entreprises
 - L'amélioration des services d'intermédiation de l'emploi en particulier l'ANAPEJ
 - L'introduction de clauses sociales pour ouvrir les marchés aux groupes vulnérables

3. Résultats atteints

- 160 jeunes en cours de formation 2 métiers dans la BTP (éco construction)
- Elaboration des curricula (2 programmes de formation, de niveaux C.C. élaborés)
- renforcement des capacités des Centres de Formation Professionnelle (CFPP de Kaédi, de Sélibaby et de Nouakchott
- mise en œuvre des programmes de formation dans le cadre des chantiers-écoles
- reconnaissance de la formation par un diplôme d'état (le certificat de compétences)

Développement de compétences de vie et employabilité

- formation en éducation financière
- accompagnement par des IMF
- formation à la santé et sécurité au travail

Renforcement des capacités du secteur privé

- Réalisation d'études sur la chaîne de valeurs dans les filières d'éco construction
- Réalisation d'actions de formation sur le service d'appui aux entreprises mise en place d'une plateforme numérique de soutien aux entreprises du secteur du BTP et à la formation professionnelle
- renforcement des capacités des professionnels dans le secteur du BTP (entreprises, bureaux d'études, architectes) à travers des formations (capacités entrepreneuriales, techniques, managériales et sur les techniques de construction avec les matériaux locaux)
- Renforcement des capacités des structures publiques (formateurs des CFPP et des Lycées techniques, services publics de l'emploi, laboratoire national, MHUAT, MET, bureaux de contrôles)

4. Perspectives

- Finaliser les chantiers et les formations en cours, et inaugurer les deux écoles primaires complètes à Kaédi et Selibaby à la rentrée 2018.
- Réaliser des chantiers —écoles durant l'année scolaire 2018/19
- Former 140 nouveaux jeunes dans les métiers de maçonnerie terre et énergies renouvelables durant l'année 2018/19
- Réalisation d'autres ouvrages publics (collèges, postes de santé, marchés) en matériaux locaux
- Etendre l'activité du Projet à d'autres Zones
- Ecrire de nouveaux programmes dans de nouvelles filières
- Recruter de nouveaux jeunes pour des formations supplémentaires